LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

DECEMBRE 1974

LE SPECTRE DU CHÔMAGE

Le dépassement en France du cap des 500.000 chômeurs a brusquement mis en vedette la dégradation sérieuse de la situation de l'emploi : ainsi, le nombre des chômeurs qui se sont inscrits à l'Agence Nationale pour l'Emploi a doublé en un mois et, par rapport à la même période de l'an dernier, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites s'est accru de 28 %.

Ce phénomène n'est pas isolé. En effet, la période actuelle se caractérise par une tendance à l'augmentation du chômage dans tous les pays avancés. Ainsi, pour l'Italie, certains économistes envisagent un million et demi de chômeurs pour cet hiver, et l'on en prévoit un million en Grande Bretagne et peut-être en Allemagne. Le graphique (n°1) donne une idée de cette situation, qui frappe en priorité les jeunes à la recherche d'un premier emploi.

Brusquement, les manifestations visibles de ce phénomène (faillites, dépôts de bilan, licenciements collectifs) se sont multipliées. Il n'est pas de ville de quelque importance où il ne soit question, dans un avenir proche, de fermer une ou plusieurs entreprises.

.../

En même temps, des craquements plus sinistres se font entendre dans certaines industries-clé. L'automobile, en particulier, clé de voûte de l'exploitation capitaliste, ou l'industrie textile. Ainsi, 65.000 travailleurs ont été mis en chômage partiel chez Fiat, licenciements et mises à pied se succèdent dans l'industrie automobile américaine, Opel ramène son effectif de 58.000 à 48.000 (pour le moment ...) Rhône-Poulenc annonce plusieurs mois de chômage technique pour plus de 20.000 travailleurs. Au total, l'industrie allemande de la transformation des métaux s'est débarrassée depuis novembre dernier de près de 90.000 travailleurs, tandis qu'au Japon les entreprises textiles licencient jusqu'à 10 % de leur personnel, au mépris de la tradition qui lui garantissait un emploi à vie.

Le chômage est donc bien là, et tous les observateurs s'accordent pour prévoir une aggravation dans les mois qui viennent, aussi bien en France que sur le plan international.

Le graphique n°2 montre de manière éloquente les deux faces complémentaires de cette aggravation : alors que, dans les années passées, le nombre des demandes d'emploi et celui des offres d'emploi non satisfaites avaient tendance à augmenter parallèlement, à partir de l'été 1974, la montée en flèche des demandes d'emploi non satisfaites s'accompagne d'une chute libre des offres. Certes, on doit noter que l'importance de ce chômage demeure encore limitée : sans aller jusqu'à la dépression des années 1930, marquée par un chômage massif, on a observé, en particulier en 1958 et en 1961, des taux de chômage supérieurs à ceux d'aujourd'hui (8 % aux Etats-Unis, par exemple, au début de 1961, contre 6 % actuellement). Analyser la fonction, pour les capitalistes, du recours actuel au chômage revient ainsi à s'interroger sur le rôle d'un chômage limité.

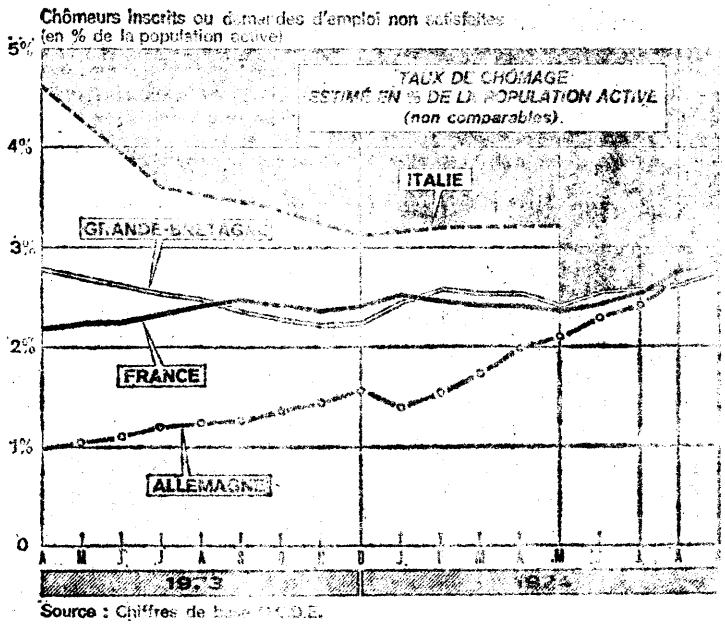
1 - A QUOI SERT UN CHOMAGE LIMITE ?

Dans le capitalisme de marché actuel, les petites crises cycliques qui se traduisent par une légère augmentation du chômage, correspondent à des ralentissements périodiques de l'accumulation, contrôlés par l'intervention de l'Etat. Ces périodes de ralentissement répondent à une double nécessité : d'une part, elles encouragent et accélèrent la rationalisation de l'appareil de production, en aidant à la liquidation des secteurs archaïques : les capitaux obsolètes se trouvent ainsi éliminés, le capital est concentré, les cadences accélérées et la productivité accrue ; d'autre part, la crainte du chômage diminue alors la pression des travailleurs sur les salaires, dont la hausse est freinée, ce qui aide également à rétablir le taux d'exploitation (1). .../

(1) Ce schéma traditionnel peut être matérialisé par la fameuse courbe de Phillips, établissant une relation entre l'augmentation du chômage et le freinage des salaires. Il était sensible, dès 1970, que cette "loi" de l'économie traditionnelle commençait à présenter des ratés (voir, à ce propos, les rapports entre le chômage et la hausse des salaires en Grande-Bretagne, de 1954 à 1970, dans Lutte de Classe de Juin 1971, texte reproduit dans "Contre le Courant, pp 71-90).

Graphique n°1

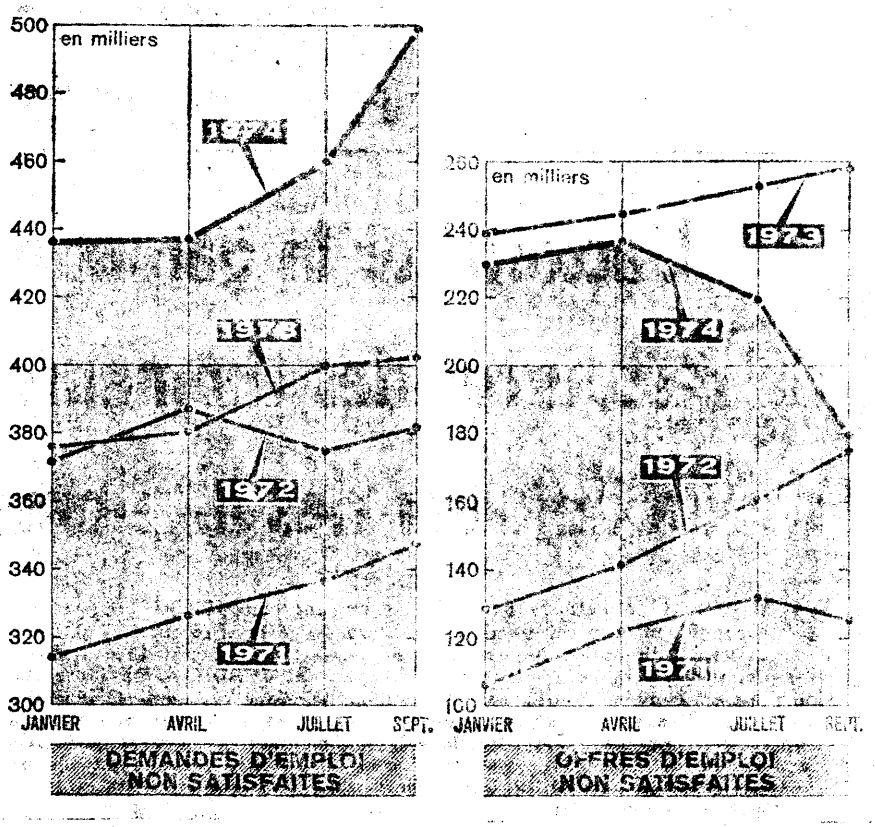
Les pourcentages ne sont pas directement comparables : en effet, le chômage ne concerne que les salariés, dont le pourcentage dans la population active totale varie d'un pays à l'autre (près de 93 % en Grande-Bretagne contre moins de 97 % en France, par exemple, en environ 69 % en Italie). En outre, les méthodes de recensement sont assez différentes selon les pays, de sorte que la proportion de chômeurs non recensés est, elle aussi, très variable. Néanmoins, pour chaque pays, les estimations donnent une idée de l'évolution du chômage dans le temps.



(Le Monde 5-11-1974)

Graphique n° 2

(Le Monde 19-10-1974)



S'il apparaît que les récessions périodiques ont correctement rempli cette fonction de rééquilibrage, pendant une période de 15 à 20 ans après la dernière guerre, le mécanisme s'est visiblement détraqué depuis la fin des années 1960 : aujourd'hui, la montée des salaires s'accélère en même temps que le chômage grandit. Il reste à se demander pourquoi.

En premier lieu, il n'est plus guère possible d'accroître la productivité en concentrant davantage de capital, tout au moins dans les pays les plus avancés, où dans de nombreux secteurs la productivité des petites entreprises n'est nullement inférieure à celle des grandes. C'est ainsi qu'en Grande-Bretagne les grandes entreprises de construction mécanique reconnaissent qu'il serait très désavantageux pour elles d'être obligées d'absorber leurs sous-traitants (1). On constate du reste que dans ce pays la part de la production industrielle totale représentée par de petites firmes (celles qui emploient au maximum 200 personnes) ne diminue plus guère depuis 1963, où elle s'est établie à 20 % (contre 38 % en 1935 et 24 % en 1958) (2). Bien entendu, le nivellement n'a pas partout atteint le même stade : il est encore des pays comme l'Italie ou, à un moindre degré, la France, où le secteur archaïque demeure important, ce qui laisse une certaine marge au processus de concentration.

En second lieu, les capitalistes éprouvent des difficultés de plus en plus grandes à élever le taux de plus-value en intervenant sur les salaires. On a beaucoup parlé, ces temps derniers, des accords garantissant une année de salaire aux travailleurs mis à pied pour "nécessité économique". L'extension des allocations de chômage a, en fait, une signification bien précise : elle correspond à la nécessité impérieuse, pour le capital, de conserver une force de travail qui a une valeur plus grande, même si ce besoin entre en contradiction avec la nécessité d'abaisser le prix de cette même force de travail (3).

D'autre part, les difficultés croissantes auxquelles se heurte l'augmentation de la productivité placent les travailleurs en position de force et exercent une pression à la hausse des salaires (4).

---

(1) Financial Times du 15 octobre 1974

(2) Financial Times du 14 août 1974

(3) Bien entendu, il ne faur pas trop s'illusionner sur les garanties réelles apportées par la "politique conjoncturelle". Outre le fait qu'elle ne peut réellement fonctionner que dans la perspective d'un chômage limité, elle est assortie de clauses et de conditions qui risquent d'en minimiser singulièrement les effets pour les travailleurs (voir, par exemple, le Monde du 19/10/1974). Mais l'expérience montre que des allocations, même limitées, renforcent notablement la résistance des chômeurs aux tentatives de réduction de leur salaire (voir l'enquête de W W Daniel sur les chômeurs britanniques publiée récemment par le P.E.P. (Political and Economic Planning).

(4) Voir "Lutte de Classe" , décembre 1973

Le cas des mineurs anglais, qui ont obtenu cette année une augmentation de 29 %, est particulièrement spectaculaire, mais, comme on pouvait le prévoir, il n'est pas resté isolé (1). Dans plusieurs pays importants (France, Grande-Bretagne, Italie, Japon), la hauss moyenne des salaires atteint ou dépasse actuellement 20 % ; au Canada, elle se situe aux environs de 15 %, à la suite d'une vague de grèves, dont plusieurs étaient illégales ayant éclaté avant l'expiration d'une convention collective.

Les capitalistes hésitent d'autant moins à acheter une paix provisoire que le contexte inflationniste leur permet de récupérer immédiatement les hausses de salaires consenties. Ce qui en effet, dans les crises cycliques de l'après-guerre, freinait la hausse des salaires, c'était essentiellement la difficulté pour les exploiteurs de répercuter cette hausse dans le prix de vente en période de récession. Mais aujourd'hui, l'inflation persiste - voire s'accélère - malgré la récession. En conséquence, même des firmes dont les affaires vont très mal, comme Ford en Grande-Bretagne, préfèrent céder sur les salaires plutôt que de faire face à des grèves, quitte à essayer ensuite de se rattraper sur les prix (2). Entraînés dans la spirale inflationniste, ils reculent ainsi l'échéance d'une crise qu'ils aggravent (et rendent inéluctable) en même temps.

Il apparaît donc que la crise du système de production ayant fait sauter le mécanisme régulateur de la conjoncture, le chômage sous sa forme actuelle ne joue plus son rôle de "soupape". Pour freiner les salaires, il faudrait aujourd'hui un ralentissement beauoup plus important de l'économie, ce qui impliquerait un chômage réellement massif. Les capitalistes peuvent-il recourir à une telle solution dans la période actuelle ?

2 - VERS UN CHOMAGE MASSIF ?

Pour mieux comprendre les conditions et l'effet possible d'un chômage massif, on peut se référer à l'expérience des années 1930. Suite à la crise de 1929, on a assisté alors à une chute du salaire nominal telle que, malgré la baisse des prix, elle a conduit à une baisse du salaire réel. Il était alors possible, face à un prolétariat affaibli, d'accroître la productivité en jetant les bases d'un nouveau cycle d'expansion. Comme le montre le tableau 1, l'existence ou - pour la France - la seule perspective d'un chômage massif a permis aux capitalistes de comprimer les salaires de manière à faciliter la mise en place d'un nouveau système de production.

...

(1) Voir à ce sujet l'analyse parue dans Lutte de Classe (avril 1974).

(2) Les cris d'orfraie des gouvernements, dans une telle situation, restent naturellement sans effet : voir l'exemple tout récent de la victoire des camionneurs anglais, qui ont arraché aux patrons des augmentations de salaire de l'ordre de 40 %

TABLEAU 1 - CHOMAGE ET SALAIRES DANS LES ANNEES 1930 (1)

PAYS	Pourcentage des chômeurs dans la main d'oeuvre totale, durant l'année la plus mauvaise	Pourcentage de baisse du salaire moyen entre l'année précédant la crise et l'année la plus mauvaise
Allemagne	24	25
France	6	14
Grande Bretagne	14	6
U. S. A.	32	30

C'est justement en cela que la situation actuelle diffère de celle de 1929, qui comportait la possibilité d'une restructuration de l'appareil de production. En effet, les exploiteurs n'ont pas à leur disposition aujourd'hui (et n(ont pas même en vue) un quelconque nouveau système de production. Alors que, dans les années 1930, le Taylorisme et le Fordisme étaient bien connus et avaient même reçu de larges débuts d'application - il ne restait qu'à les faire accepter par l'ensemble du prolétariat - les "perspectives" actuelles quant à l'"organisation nouvelle" de la production (plus de tâches parcellaires, de travail à la chaîne, larmes de crocodile versées abondamment sur les travaux "idiots" et la dignité des C S, etc...) - sans oublier l'aujourd'hui défunte "participation" - sont à mettre sur le même plan que l'utilisation des moulins à vent pour résoudre la crise de l'énergie : propositions doucement farfelues dont aucune n'a la moindre chance de se voir traduite en pratique (2).

Ainsi, le chômage massif - avec tous les risques qu'il comporte ne saurait pour le capital qu'un coup d'épée dans l'eau. Ne débouchant sur aucune solution capitaliste, le recours délibéré à la dépression est donc peu probable.

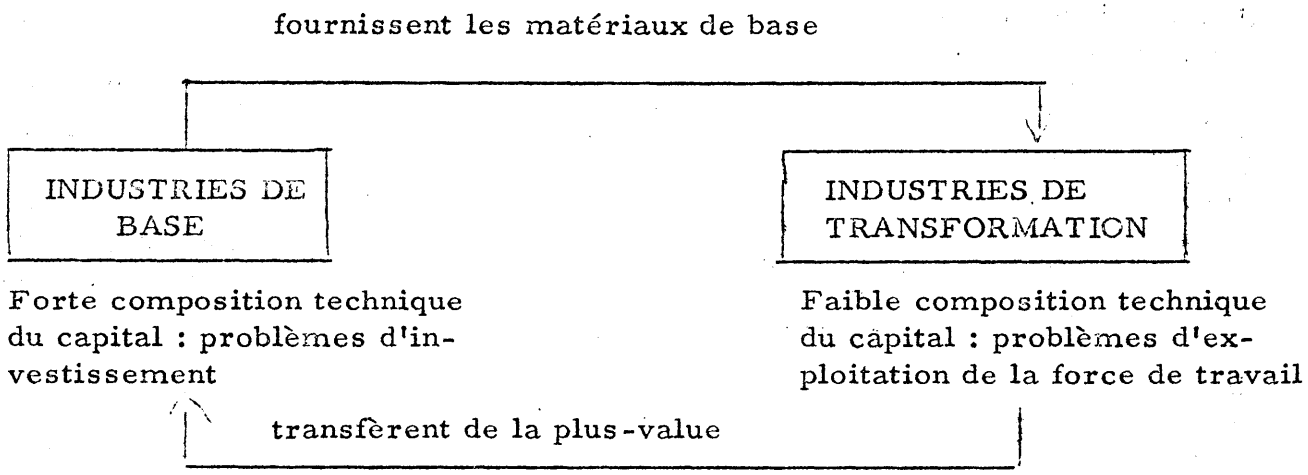
Seulement, les capitalistes ne sont plus à même de faire exactement ce qu'ils veulent : il semble que la dépression ne dépende plus de leur seule "politique". D'ores et déjà, la récession n'est que très partiellement "voulue" : à la politique restrictive des divers gouvernements s'est ajouté l'effet d'une baisse prolongée du taux de profit, qui affecte l'équilibre de l'appareil de production et les possibilités d'accumulation du capital.

...

(1) Référence : A Century of Pay (E. H. Phelps Brown et M. H. Brown - Mac Millan 1968).

(2) Ces diverses "panacées" se caractérisent toutes, en effet, par des risques d'augmentation des coûts de production, qui ne sont en rien compensés par de quelconques gains de productivité ; le seul avantage que les capitalistes peuvent en espérer ne peut être au plus qu'une diminution de l'absentéisme (voir à ce propos "Lutte de Classe de novembre 1974, ainsi que le texte "Vers l'affrontement" (décembre 1973).

Nous avons déjà montré (1) l'effet de cette situation en ce qui concerne la pénurie, qui est avant tout liée à la baisse du taux de profit : on a vu comment les difficultés des industries de base (problèmes d'investissement) ne pouvaient être résolues que par la revalorisation de leurs produits, laquelle serait catastrophique pour les industries de transformation (bâtiment, automobile, textiles ...), industries de main d'oeuvre alimentant précisément en plus-value les industries de base en question. Nous rappellerons brièvement le fonctionnement de ce mécanisme par le schéma ci-dessous :



Aujourd'hui, les produits de base ayant été largement revalorisés, les industries de transformation voient leur rentabilité compromise, ce qui se traduit par l'accroissement du chômage. La hausse des prix du pétrole a naturellement représenté un élément important dans ce processus, en opérant un transfert de plus-value dont l'effet restrictif, au niveau des industries de transformation, est au moins égal à celui des mesures gouvernementales destinées à lutter contre l'inflation. Les entreprises en sont arrivées, révèlait récemment le Gouverneur de la Banque d'Angleterre, "à devoir économiser de l'argent par n'importe quel moyen, y compris notamment l'ajournement des investissements essentiels pour leur avenir et pour notre avenir à tous" (2).

Une telle situation se traduit par une impuissance croissante des appareils d'Etat à maîtriser les fluctuations économiques ; ils ne savent plus quelles mesures prendre, et chaque gouvernement agit au jour le jour, quitte à remettre en cause sa propre politique. Cela donne les amusantes déclarations officielles, reflet d'une perpétuelle valse-hésitation entre la déflation et l'inflation : faut-il rassurer ou inquiéter, se demande quotidiennement la presse, qui bèle pour qu'on nous serve enfin "la" vérité capitaliste ! En attendant, les effets d'une telle absence de politique sur l'économie tendent rapidement vers zéro.

...

(1) Voir Lutte de Classe (Janvier 1974 : Les hoquets du Capitalisme

(2) Financial Times : 19/10/1974

Ainsi, la seule perspective visible conduit vers une dépression qui va se faire toute seule, les capitalistes ne maîtrisant plus la situation. Ce processus peut suivre l'une ou l'autre de deux voies principales. La première conduit au blocage de l'accumulation en passant par un écroulement de la structure financière. L'autre mène à la dépression par la voie plus sineuse de l'hyper-inflation, aboutissant à la destruction de la circulation monétaire (1).

Les deux éléments de ce dilemne sont, pour la bourgeoisie, aussi effrayants l'un que l'autre, par leurs implications sur la situation de classe. On voit déjà, par exemple, comment le battage autour de la "politique conjoncturelle" a eu pour effet d'amener un nombre croissant de travailleurs à considérer le chômage comme une attaque capitaliste, et non comme un phénomène "naturel" : il suffit pour s'en rendre compte de considérer les réactions aux fermetures d'entreprises.

Le grand capital continue donc à s'agiter dans tous les sens pour essayer de retrouver la "normalité" des années passées, en évitant la catastrophe. Dans ces conditions, il paraît difficile de prévoir pendant combien de temps encore il pourra tenir. Une chose est sûre cependant : cette catastrophe peut arriver à tout moment et ne peut pas ne pas éclater. Il ne sera plus possible alors pour les capitalistes, leurs appendices et leurs candidats-successeurs, de masquer plus longtemps les composantes réelles du problème sous les oripeaux multicolores des idéologies. L'alternative apparaîtra de la manière la plus évidente : ou bien un nouveau système de production capitaliste capable d'assurer une hausse régulière du salaire réel sans mettre en danger les bases de l'accumulation (système dont on ne voit pas encore sur quoi il pourrait se fonder, mais qui pourra finir par apparaître si les travailleurs ne prennent pas l'offensive), ou bien le communisme, si les travailleurs savent l'imposer.

---

(1) Un texte sur la question monétaire est actuellement en préparation.

LUTTES D USINE ET LUTTES DE QUARTIER

2

Sous ce titre, le supplément au n° 4 de "Collegamenti" publie la réponse de camarades du "Centre Communiste de Recherches sur l'Autonomie Prolétarienne" (C.C.R.A.P.) au texte "Luttes de classe et luttes de quartier" paru dans "Lutte de Classe" de juin 1974 (1).

Entre temps, le problème avait été abordé dans un cadre plus large dans un texte publié dans le numéro de septembre-octobre de "Lutte de Classe" ("Les rapports sociaux communistes"). Plus qu'une question de tactique politique, il s'agit, en effet, du problème fondamental de la définition de l'exploitation et, à partir de là, de la capacité révolutionnaire du prolétariat. C'est sur ce terrain, semble-t-il, que la discussion mériterait d'être approfondie.

De même, les problèmes complexes que pose l'analyse de la composition actuelle de la classe prolétarienne - brièvement évoqués dans le texte des camarades du C.C.R.A.P. - devraient être abordés à partir d'une vue d'ensemble du fonctionnement du système de production, et non de notations impressionnistes sur la multiplication des catégories de travailleurs plus ou moins "marginalisés". Il semble douteux qu'une analyse globale de la formation de la plus-value dans les pays avancés aboutisse à mettre au premier plan ces couches périphériques plutôt que le "noyau dur" formé par les ouvriers directement productifs de la grande industrie taylorisée (dont font du reste partie aussi bien les ouvriers noirs des Etats-Unis que les ouvriers immigrés en Europe occidentale, ni les uns ni les autres ne pouvant à proprement parler être classés parmi les marginaux.)

---

(1) Le supplément à "Collegamenti" reprend également le texte "Luttes de classe et luttes de quartier", de même que le texte qui avait constitué le point de départ de la discussion ("Notes sur les luttes de quartier", paru dans "Lutte de Classe de mai 1974). La correspondance destinée au C.C.R.A.P. doit être adressée à : Marco MAIOLANI - C.P. 4046 MILAN

Outre le bulletin mensuel "Collegamenti", le C.C.R.A.P. diffuse des brochures et plusieurs journaux ou bulletins d'entreprise provenant notamment d'ALFA ROMEO et du complexe pétro-chimique de PORTO MARGHERA.

INTRODUCTION : ETAT ET CAPITAL DANS LA QUESTION DU LOGEMENT

Il nous semble utile de débarrasser la discussion d'un malentendu fondamental ; selon nous, l'intervention de l'Etat dans la construction n'a pas pour objet de former un monopole à son profit dans ce secteur, ni de réaliser un profit immédiat en tant qu'entrepreneur, mais plutôt de régulariser le marché de la construction et de programmer les structures urbaines en vue du contrôle politique et militaire de la grande ville.

La persistance de l'insubordination de classe a rendu difficile pour le capital le rétablissement de l'équilibre entre le coût de la force de travail et le taux de profit. Il s'agit, pour le capital, de faire face à ces nouveaux coûts à l'aide de nouveaux mécanismes de production et de gestion. Plus précisément, en ce qui concerne les quartiers et la consommation, le problème est de créer des voies sures de circulation de la marchandise (aller) et de l'argent (retour), en évitant une dispersion excessive ; on modifie donc la production, qui devient toujours plus uniforme, toujours plus concentrée, toujours plus industrialisée (disparition de la production artisanale, contrôle des petites usines), et on modifie aussi les marchés (extension des supermarchés, rationalisation de la vente au détail).

L'intérêt des groupes capitalistes les plus avancés est de gérer directement le marché de la construction , en rationalisant ce sexteur de manière à obtenir un flux considérable et constant de fonds : c'est la tâche des sociétés financières dépendant des principaux groupes, telle la société Gabetti pour la FIAT.

Au cours des dernières années, le processus de concentration s'est poursuivi, aboutissant à la formation d'un oligopole dans le secteur du logement.

Ce processus a deux conséquences directes : la première est la hausse du loyer moyen, dépassant dans certains cas 100 %, de sorte que dans le cas des locations nouvelles le loyer représente 40 à 50 % du salaire ouvrier, d'où les difficultés de paiement du loyer, les auto-réductions et grèves du loyer et les expulsions qui s'en suivent ; la deuxième conséquence, liée au mécanisme de la concentration, c'est la réduction du nombre des petits et moyens propriétaires de logements, qui entraîne elle aussi une augmentation notable des loyers et des expulsions.

Les loyers augmentent en dépit du blocage (loi interdisant aux propriétaires d'augmenter le loyer des locataires dont le revenu est inférieur à 4 millions de lires ; introduite en 1948, cette mesure a été prorogée à maintes reprises, en dernier lieu jusqu'à fin 1974) ; en fait, le propriétaire tourne la loi, soit en augmentant les charges (concierge, chauffage, nettoyage etc), soit en augmentant le loyer lors d'un changement de locataire. Le mécanisme de la concentration consiste dans l'acquisition, par les sociétés immobilières, de vieux immeubles qu'elles modernisent, puis revendent par appartements. Bien entendu, les anciens locataires ne sont pas toujours en mesure d'acheter leur appartement, et sont donc expulsés vers un logement qui sans aucun doute sera plus cher que le précédent ; ou encore, ils acceptent d'acheter leur logement, dont ils deviendront propriétaires au bout de 20 ou 30 ans, moyennant des annuités plus élevées qu'un loyer.

....

Dans les cas les plus voyants, les sociétés immobilières démolissent des quartiers entiers du centre de la ville, expulsant les prolétaires vers la banlieue, ce qui leur cause de multiples désagréments et augmente leurs frais de transport.

L'Etat, pris dans sa fonction de rationalisateur et défenseur des intérêts globaux du capital, tend à programmer les conditions de reproduction de la force de travail, et en particulier l'organisation urbaine. Mais sa fonction de médiateur et d'amortisseur a été gênée et perturbée, aussi bien par la persistance des luttes prolétariennes, que par la crise qui en est résultée, et qui a été amplifiée par l'affrontement des groupes capitalistes (précisons que par groupes capitalistes nous n'entendons pas seulement les groupes privés de type classique, mais aussi les entreprises publiques étroitement liées à l'administration de l'Etat elle-même, à la classe politique et aux clientèles parlementaires). Cette lutte interne de plus en plus aigüe ne comporte pas d'issue immédiate, et contraint l'Etat à détourner des fonds initialement destinés à des réformes (comme celle du logement) vers des fonctions de contrôle administratif et militaire (ainsi, financement de groupes capitalistes, augmentation des effectifs de la police, financement des partis politiques etc.).

En ce qui concerne l'idée que la grève des loyers comporterait un choc militaire immédiat, on doit observer que l'extension de cette forme de lutte dans les quartiers populaires de Milan se fonde entièrement sur le rôle d'amortisseur joué par l'Etat, avec toutes les ambiguïtés que cela implique sous l'angle du démocratisme, mais aussi avec une claire démonstration de l'aptitude du prolétariat à suivre intelligemment la ligne de moindre résistance au capital.

En conclusion, au cours des dernières années la construction d'habitations populaires par l'Etat a été bloquée, de sorte qu'au total l'offre de logements à des prix accessibles aux prolétaires a diminué ; le secteur privé, par contre, tend à construire des logements de luxe, à concentrer dans ses mains le marché, et à laisser vacants de nombreux appartements (40.000 rien qu'à Milan) pour faire encore monter les prix. Pour le prolétariat, ces tendances se traduisent par la difficulté de trouver un logement, par l'expulsion vers la banlieue, par l'augmentation des loyers.

Il est vrai que l'article que vous aviez critiqué pouvait sembler soutenir l'hypothèse d'une monopolisation, au sens classique, du marché du logement par l'Etat, et de ce fait prêter à équivoque ; ce que le camarade voulait souligner, c'est le passage d'un <u>marché libre</u>, avec extrême dispersion des propriétaires de logements, à un marché <u>conditionné ou rigide</u>, comprenant d'une part l'Etat (habitations populaires à bas loyers) et d'autre part les oligopoles (logements de luxe, chers), ne laissant aux prolétaires guère de liberté de choix.

...

CLASSES ET COUCHES SOCIALES

Un autre point susceptible de prêter à équivoque, c'était l'hypothèse mise en avantpar notre camarade de la création d'organismes autonomes de quartier résultant d'une sorte de volontarisme subjectif, fruit de son expérience précédente au sein de l'Union des Locataires.

En fait, par delà des appréciations tactiques qui se sont révélées en partie inexactes, l'article contenait une idée essentiellement correcte, à savoir que continuerait à exister et à se développer un mouvement de lutte sur le terrain de la consommation, posant le problème de la création de structures organisationnelles adaptées à cet affrontement. Ce sont en fait les besoins de restructuration du capital qui fournissent les conditions réelles et objectives du développement de ces luttes.

Pour l'essentiel, les formes de lutte pratiquées dans les quartiers sont de deux sortes :

1) Grève ou auto-réduction du loyer.

Cette forme de lutte est généralement pratiquée par les habitants des quartiers populaires, comprenant d'un point de vue de classe des ouvriers d'industrie et de petits employés (du secteur public ou privé), c'est-à-dire la partie inférieure de la classe moyenne, et enfin des secteurs marginaux (artisans, forains).

2) Occupations d'immeubles

effectuées individuellement, collectivement ou en masse. Elles sont le fait, soit des sans-logis, prolétaires qui par suite de leur arrivée récente se retrouvent dans les centres d'hébergement ou cohabitent avec d'autres familles (exclus sociaux), soit d'ouvriers d'industrie habitant les bidonvilles de la banlieue de Milan, ou qui se voient expulser faute de pouvoir payer leur loyer.

Ces luttes se sont développées et ont pris peu à peu le caractère d'un véritable mouvement qui, bien que n'impliquant pas seulement le prolétariat "à l'état pur", lui pose toute une série de problèmes théoriques et organisationnels. Pour apprécier ce type de mouvement, il ne s'agit pas d'en faire une description sociologie générale, mais de l'envisager du point de vue précis de l'intérêt du prolétariat. Le problème n'est donc pas que la lutte serve uniquement le prolétariat, mais qu'elle soit pour lui une occasion de croissance ; si dès lors un mouvement historique entraîne l'adhésion d'autres couches sociales, cela peut avoir des effets positifs ou négatifs selon les intérêts des ouvriers et aussi selon la situation.

L'AUTONOMIE PROLETARIENNE n'est pas une série de principes plus ou moins justes, mais un rapport de forces que le prolétariat réussit à établir à partir d'une compréhension, même minime, de son antagonisme vis-à-vis du capital.

...

LE RAPPORT ENTRE PROLETAIRE-PRODUCTEUR ET PROLETAIRE-CONSOMMATEUR

Il est clair que la lutte de classe a comme terrain principal d'affrontement celui de l'usine, mais ceci n'implique pas qu'il soit le seul, que ce soit dans une période où l'affrontement de classe est ouvert et généralisé, ou quand il apparaît sous une forme localisée et fragmentaire. Nous estimons, en effet, que la fameuse "conscience de classe" que le prolétariat acquiert dans la lutte d'usine ne disparaît pas au cours des autres moments de son existence et qu'au contraire elle émerge aussi dans les diverses occasions d'affrontement avec le capital. En fait, les prolétaires ne sont pas seulement fonction de la production, mais par leur lutte ils créént des structures matérielles et intellectuelles qui permettent à la lutte de se développer, sans être nécessairement liée au développement de la production.

Ce qui forme la "conscience de classe", ce n'est pas seulement l'exploitation subie dans la production (procès et méthodes de travail) mais aussi l'appréciation du prolétariat quant à la possibilité qu'il a de vivre à l'aide du salaire reçu, ou plutôt à l'aide des divers moyens sur lesquels il croit pouvoir compter pour se maintenir en vie au niveau qu'il juge opportun (il ne s'agit pas ici de porter un jugement sur ce niveau, pour préciser dans quelle mesure il est réel, et dans quelle mesure il réflète l'idéologie dominante). Il est clair que deux ouvriers du même atelier peuvent apprécier différemment un salaire identique, selon leur situation de famille (nombre d'enfants, femme qui travaille ou pas), d'éventuelles sources de revenu autres que le travail (propriété d'une maison, d'un bout de terrain, activités extérieures), des rapports sociaux où ils sont impliqués (plus ou moins grande connaissance de la ville, selon que l'on est travailleur local ou immigré, possibilité d'adaptation physique et psychique au travail, rapports familiaux etc..), et il s'en suit qu'en présence d'une hausse des prix la même demande d'augmentation ne les satisfait pas de la même manière.

Si cette analyse peut sembler sociologique, et donc dépourvue de signification de classe et d'implications organisationnelles, on peut l'étayer en rappelant les évènements de cette année : fin février, à la suite du décret gouvernemental augmentant l'essence, les ouvriers de l'Alfa Romeo à Milan, et ceux de la FIAT à Turin, se mettaient spontanément en grève et entretenaient pendant plusieurs jours une agitation liant la lutte autour de l'accord d'entreprise à l'augmentation du coût de la vie. A l'Alfa Romeo, le mois suivant, l'action ouvrière débouchait sur l'appropriation de produits alimentaires effectuée, au cours d'un défilé de grévistes, au détriment d'un super-marché. Une autre usine, elle aussi engagée dans la lutte autour de l'accord d'entreprise, la Sit-Siemens, restait pour l'essentiel à l'écart de ce type d'agitation tendant à relier l'usine au quartier. Le prolétariat de l'Alfa-Romeo se compose en majorité d'immigrés du Sud, ayant peu de liens avec la ville ; le prolétariat de Siemens se compose pour 50 % de femmes (qui pour l'essentiel ajoutent leur salaire, en tant que femmes ou filles, à des salaires déjà perçus dans leur famille) et compte peu de méridionaux récemment immigrés : on comprend donc que ce soit l'Alfa et non la Siemens qui ait entrepris une lutte de ce genre.

...

Nous entendons par là affirmer que la dispersion et l'isolement que le "capital organise dans les quartiers avec une force irrésistible" se répercutent ensuite au sein des usines, où les divers ateliers et les diverses entreprises font preuve, dans la lutte, d'une conscience et de comportements différents.

Il ne suffit donc pas que les ouvriers soient réunis et coordonnés par le travail sur les lieux de production, alors qu'ils sont divisés, non seulement par les fonctions et les catégories, mais aussi par des situations sociales différentes qui les conduisent à apprécier différemment le montant et la fonction de leur salaire.

Il nous semble au contraire que dans la pratique des luttes prolétariennes l'appréciation du niveau de vie, des conditions sociales de logement, de l'alimentation, des transports, des rapports au sein des quartiers, jouera un rôle croissant aux côtés de celle qui concerne l'exploitation, les conditions de travail, les fonctions etc..., en ce sens que les luttes d'usine pourront démarrer à partir des besoins ressentis dans les quartiers, et les luttes de quartier se lier et se mêler à celles des usines (les syndicats, qui ont flairé le danger, tentent de le prévenir en introduisant dans les revendications d'usine des points qui concernent les coûts sociaux, ainsi dans les derniers accords d'entreprise, la cotisation patronale inter-usines pour la construction de crèches locales, ou la formation d'organismes pour le transport des banlieusards).

Plutôt que de penser que le prolétariat, en dehors de l'usine, se comporte comme "consommateur", à l'égard d'autres couches subalternes, et de tirer à côté de la cible, il vaut mieux changer l'angle de tir et considérer que dans le quartier (logement, prix, rapports sociaux etc), le prolétariat subit sa propre reproduction comme prolétaire-producteur ; l'objectif sera alors d'essayer d'unifier politiquement et organisationnellement les comportements essentiellement subversifs à l'usine avec ceux qui apparaissent petit à petit dans les quartiers. Il nous semble que c'est dans l'intérêt du capital qu'existe la division du prolétariat, non seulement en couches mais en rôles, l'un de prolétaire-producteur exploité et opprimé dans l'usine, l'autre de prolétaire-reproducteur de soi-même, tout entier tendu vers l'intégration et l'abandon aux douceurs de la consommation ; ce sont du reste des théorisations de cette sorte qui ont servi à justifier les comportements organisationnels tendant à figer la classe en dehors de la pratique effective de sa lutte.

C'est au contraire, comme nous l'avons déjà indiqué, le mouvement même du capital qui crée les conditions de l'unification de ces deux aspects de la vie des prolétaires, de la fusion de leurs rôles. Si jusqu'à présent ce mouvement historique a progressé avant tout sur la question concrète du logement, il existe au niveau des luttes des indications de sa possible consolidation et de son extension à l'ensemble des prix et des services sociaux.

A une organisation sociale (usine-ville) de plus en plus totale, planifiée, coordonnée, qui s'introduit dans les moindres moments de la vie quotidienne et laisse de moins en moins de marges personnelles de récupération, il est logique et inévitable d'opposer des luttes de plus en plus globales.

...

VOLONTARISME ET REFORMISME

Les conditions d'intervention dans les quartiers sont donc réelles et non volontaristes. Autre chose le fait de privilégier ou même de rendre exclusive l'action organisationnelle de quartier par rapport à celle d'usine. C'est essentiellement ce qu'ont fait les groupes au cours des dernières années : par-delà les vernis idéologiques de toute sorte, leur pratique effective a été le "quartiérisme", subdivisé en agitation étudiante, antifacisme militant et syndicalisme de locataire.

Porté par la vague des luttes étudiantes de 1968 - 1969, les groupes la dirigeaient d'abord vers les usines pour y porter la théorie et l'organisation "révolutionnaires" puis, une fois la vague brisée sur les difficultés politiques rencontrées devant les portes des usines, ils en guidaient le reflux vers les quartiers où ils furent en mesure de remplir le vide politique laissé par le réformisme parlementaire. Ce mouvement de flux et de reflux fut déterminé moins par des choix théoriques ou des appréciations tactiques que par l'origine sociale même des étudiants, qui les pousse à intervenir sous des formes d'assistance ou d'éducation, souvent dérivées de pratiques paroissiales.

Ce "cours nouveau" des groupes a produit un type particulier de militant, le quartiériste, qui se présente sous deux formes fondamentales :

a) celle du syndicaliste du logement, défenseur des opprimés et porteur de la bonne nouvelle,

b) l'anti-fasciste militant, organisé en service d'ordre dans cette fonction particulière.

Dans les deux cas, et par-délà l'utilité, parfois indubitable, de certaines activités, c'est l'organisation "globale", préconstituée, qui détermine l'activité, et non l'inverse.

Ridicules et pénibles sont le marasme et la confusion idéologique qui caractérisent une frange de militants étudiants-petits bourgeois et qui la conduisent d'une part à recouvrir son activité politique du déguisement héroïque du guévarisme et à affronter avec la lance de Don Quichotte les C.R.S. armés jusqu'aux dents ; et d'autre part à assimiler pour l'essentiel la théorie à une nouvelle religion, ce qui leur permet de se relier à l'ancienne pratique des catholiques pratiquants (que beaucoup d'entre eux ont été) organisés dans les mouvement de jeunesse confessionnels d'avant 1968. Si l'on observe en outre qu'un militant de groupuscule, une fois entré dans son rôle de cadre de l'organisation, perd tout naturel et toute spontanéité dans ses rapports avec les camarades et les prolétaires, son aliénation est complète.

Du côté des réformistes parlementaires, on peut relever une tentative d'extension de leur pouvoir par le contrôle d'organismes tels que l'I A C P (1), qui selon eux constituerait une victoire ouvrière.

...

(1) Equivalent italien de l'Office des H. L. M. (N. d. T.)

Dans leur course à la conquête d'une plus grande part du pouvoir, les réformistes (P. C., P. S. et Syndicats) et les néo-réformistes qui les soutiennent (groupes extra parlementaires) voient dans la gestion "démocratique" de l'I A C P un pas en avant vers le contrôle total de la classe ouvrière et la participation au pouvoir. Il est donc clair que l'action directe et de masse des prolétaires en faveur de leurs propres intérêts matériels constitue, non seulement une attaque contre le capital, mais encore une critique pratique de l'impuissance des réformistes à défendre même les intérêts immédiats de la classe, puisqu'elle démontre la possibilité d'obtenir de meilleurs résultats par l'action autonome, plutôt qu'en s'adressant à tel ou tel parti.

TENDANCES ACTUELLES

Les mesures "anti-crise" de ces dernières années ont créé des conditions plus favorables pour les luttes de quartier, comme pour les luttes d'usine. Le premier résultat en a été le mouvement d'occupation de logements, qui de janvier à mai a intéressé diverses villes italiennes (Rome, Naples, Gènes, Milan). Ce mouvement n'a pas atteint son objectif matériel, le logement (il n'y a eu qu'un décret-loi sur la construction) mais n'a pas pour autant épuisé son potentiel de lutte et ses problèmes. Dans son déroulement, il a démoli de vieilles hypothèses organisationnelles ; d'autre part, il a montré que le prolétariat n'est pas disposé à subir sans réaction les mesures anti-"crise" ; le feu continue à couver sous la cendre.

Examinons à grands traits les deux aspects : les hypothèses organisationnelles et les traits réels du mouvement.

En premier lieu, le tableau de la gauche s'est modifié pour s'adapter à la nouvelle situation. Du point de vue syndical :

1) Le S U N I A (Syndicat unitaire national des locataires) est partisan de la "stricte" application des lois ; les luttes visent à l'application des lois existantes, l'objectif du "juste loyer" sera atteint au moyen de pétitions et de la présence des partis au Parlement.

A Milan s'est formé, à partir de la F I M (Fédération unitaire des métaux - N. d T.) un para-syndicat qui se pose en coordinateur des luttes futures et en fournisseur de clientèles groupusculaires. En d'autres termes, il se fixe, très habilement, la tâche d'absorber les capacités de mobilisation des groupes, qui de leur côté n'en demandaient pas davantage. Pour eux, le problème principal est d'établir des liens solides avec les syndicats, qui de leur côté devraient les emmener à la table des négociations avec le pouvoir : la "maturité politique" de ces Messieurs les conduit à avoir des visions, et les condamne à une impuissance absolue. Les groupes, eux aussi, ont formé un inter-groupe pour le logement ; l'Union des locataires s'est scindée, une partie étant phagocytée par Avanguardia Operaia, l'autre restant au moins de la vieille garde, vouée exclusivement aux quartiers : on commence par rompre, puis on se pose le problème de la réunification.

...

2) Les partis parlementaires tentent de créer des comités de quartier, ayant essentiellement deux objectifs : leur fournir une clientèle (ce qui confirme l'observation faite par le G. L. A. T. quant au rapport entre agitation populiste et électoralisme) au travers d'une série de conseils aux locataires et de la pratique de réunions consacrées à des thèmes partisans (référendum etc.) et, d'autre part, occuper au moyen d'une "pratique sociale" leurs jeunes, qui autrement seraient la proie des groupes.

Il convient de noter la différence entre les deux comportements ; le second représente une stratégie à court terme, c'est le premier qui s'insère dans la tendance historique imposée par le développement des luttes prolétariennes : la formation de "partis réels", ou d'agrégats réels - tels que le parti-syndicat, le parti-Confindustria (équivalent italient du C. N. P. F. - N. d T.), le parti-Banque d'Italie - tandis que les partis parlementaires se voient de plus en plus vidés de leurs fonctions de législateurs. Le développement de l'autonomie de classe contraint les forces en présence à prendre des formes se rapprochant de plus en plus de celles du mouvement des choses réelles : le Parlement est sublimé, la nouvelle forme de la gestion sociale se situe au niveau des grands agrégats sociaux (la dernière "crise" gouvernementale en est la démonstration).

En ce qui concerne le second aspect, celui du comportement de la classe, nous croyons pouvoir affirmer que, comme tous les mouvements, celui qui tendait à l'occupation de logements a représenté pour une fraction importante de la classe une expérience de lutte généralisée, susceptible désormais d'être une référence, une pratique directe dont on peut se réclamer ; les conditions d'une reprise des luttes existent, mais on peut prévoir que les formes de lutte et d'organisation seront autres (après la défaite politique subie dans le mouvement d'occupation, les groupes n'auront plus envie de stimuler des luttes de ce genre, et les prolétaires, de leur côté, ne seront pas disposés à s'en remettre aux "intelligences politiques" des groupuscules ; l'exemple d'un centre d'hébergement, qui l'an dernier décidait de procéder à une occupation excluant les groupes, après avoir mené des actions avec eux au cours des années précédentes, est éclairant). Ce n'est donc pas, pour le prolétariat, une perte de temps et d'énergie d'inventer des méthodes inédites d'agitation et de lutte dans les quartiers, mais une nécessité concrète.

En conclusion, la concentration oligopolistique et les mesures de réorganisation créent un trou dans le tissu social de l'organisation capitaliste, dont capital et syndicats s'efforcent de recoudre la trame. Une fois terminée l'opération de concentration, et la péréquation du taux de profit, les loyers eux aussi seront redevenus "supportables", mais entre temps les prix et les loyers augmentent, sans toujours être compensés par une augmentation immédiate des salaires. Son fameux niveau de subsistance, la classe le conquiert aussi dans les quartiers, mais ce n'est pas son seul objectif, et tant que le trou n'a pas été comblé il peut donner passage à de nouvelles expériences prolétariennes.

...

POST SCRIPTUM : L'AUTONOMIE PROLETARIENNE ET LA FORCE DE TRAVAIL

Lorsqu'on parle d'organismes autonomes, on risque toujours de les identifier aux seuls "organismes d'usine", surtout lorsque, comme ce fut le cas en Italie, l'autonomie organisée est née et s'est développée, tout d'abord, à partir d'une critique des groupes "extérieurs" effectuée par les organismes "internes" d'usine, et ensuite seulement s'est dotée d'une pratique politique et organisationnelle effectivement différente.

Cette manière de poser le problème risque d'être, au moins pour quelque temps, une source d'équivoques, surtout tant que n'aura pas été résolu, au sein de ce que nous appelons "zone de l'autonomie" le problème des rapports avec les camarades qui, ayant fait l'expérience d'un groupe ou d'une fraction de groupe, tendent à reproduire des structures et des méthodes de travail et d'organisation typiques de l'hypothèse dirigiste et hiérarchique.

Par "extérieur" et "interne" nous entendons extérieur et interne à une situation de classe, et non simplement extérieur ou interne au travail dans une usine ; il ne s'agit donc pas d'opposer aux groupes "extérieurs" à la lutte de classe l'ouvrinisme, mais de construire une présence directe et réelle partout où existe l'antagonisme entre le capital et la force de travail. La tâche consiste donc à saisir la complexité des procès de formation, de reproduction et d'agrégation de la force de travail au travers du changement et de la rénovation de la production et des processus productifs. Le problème, en somme, est de ne pas reproduire avec un simple changement de signe le procès de l'organisation capitaliste (la grande usine comme centre, et autour le reste de la société) mais de reparcourir les procès de formation de la force de travail, d'en suivre les mouvements, d'en comprendre l'impact sur les structures productives. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut concrètement comprendre la nature contradictoire du prolétariat, à la fois fonction subalterne et négation de la production capitaliste.

Ce problème nous semble présenter deux aspects fondamentaux : le premier, qui concerne le procès de la production, comprend le travail d'usine, et à ses côtés toute une série de travaux marginaux ou sous-travaux ; le second, qui concerne l'ensemble du procès du capital et de la production, implique, dans le long terme, la formation et la composition de la classe tout entière.

Sur le premier point, les travaux marginaux (travail noir, travail clandestin, travail saisonnier, contrats à terme, travail à domicile, travail à temps partiel) font comprendre le rôle de larges couches prolétariennes, à moitié exclues et pourtant essentielles pour le procès de l'accumulation. La grande usine elle-même, en tant que pôle d'extraction de la plus-value, apparaît comme profondément intégrée dans un réseau productif, et non pas comme opposée à mille formes d'exploitation apparemment arriérées, mais qui lui sont liées.

...

L'expérience du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes avancés montre comme type extrêmement important celui du prolétaire "marginal", qui accomplit toute une série de tâches (travail saisonnier, apprentissage, travail à domicile, etc.) très mobiles et interchangeables, et qui "suit" le travail le long des voies de communication produites par le développement industriel. Ce secteur de la classe a produit et continue de produire des formes d'organisation correspondant aux contradictions particulières de son existence (l'IWW des premières décennies du siècle a été l'illustration la plus évidente de cette affirmation). Mais les années 1960 et 1970 ont vu, elles aussi, apparaître des luttes de prolétaires marginaux (les noirs d'Amérique, de larges secteurs de l'émigration en Europe) avec leurs caractéristiques propres. Réduire l'organisation possible de la classe aux groupes d'usine autonomes signifie donc sous-estimer les articulations réelles du mouvement ouvrier, réduire le prolétariat à l'image de l'ouvrier-producteur, sans en saisir la nature de force de travail, non nécessairement liée au travail physique et à des rapports stables. C'est en somme risquer de tomber dans une conception conseilliste (l'ouvrier-producteur qui lutte dans son usine et ne s'organise qu'en son sein) alors que la lutte de classe pose le problème de l'unification des divers secteurs du prolétariat.

Sur le second point, par contre, on doit observer que le cadre où se déroule aujourd'hui la lutte de classe en Italie est celui d'un pays où l'action même du prolétariat a eu une profonde incidence sur l'organisation du capital : d'où le besoin qu'éprouve celui-ci de se "réorganiser" en modifiant aussi bien la production (passage de produits aujourd'hui moteurs à d'autres) que les systèmes et procès productifs (pour contrôler le déploiement effectif de la force de travail).

Ainsi, en modifiant le cadre où le prolétariat s'était donné des niveaux efficaces d'organisation, le capital s'efforce de les anéantir et, en changeant la composition même de la force de travail, il tente de briser la continuité organique entre les cycles de lutte successifs. Exemples concrets de réorganisation : l'exode des capitaux vers le Sud ; cycle mécanique et cycle chimique ; absorption ou contrôle des usines petites ou moyennes. Quelles seront les répercussions de tout cela sur le comportement et la composition du prolétariat ?

(Ces dernières notes n'ont nullement la prétention d'être exhaustives, elles ne sont qu'un point de départ pour un examen plus approfondi de la situation, et ont sans nul doute besoin d'un développement plus long et plus approfondi.).

Adresse postale : Renée TOGNY
B.P. 620.09
75421 PARIS CEDEX 09

sans autre mention

Où nous voulons en venir

Capitalisme et bureaucratie

Partout dans le monde, sans aucune exception, la société est aujourd'hui divisée en deux classes irréductiblement opposées : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes, qui dispose de ces richesses et de la vie même des travailleurs.

Pour échapper à la crise mortelle qui les guette, les capitalistes ne peuvent qu'accroître sans cesse l'exploitation du travail. Mais celle-ci provoque la résistance des travailleurs, le déséquilibre de l'économie, et finalement la ruine des bases mêmes de la vie humaine.

C'est en vain que partis et syndicats continuent à prêcher la patience et la résignation, en échange de quelques miettes baptisées « niveau de vie ». La base de leur activité s'effondre, car les capitalistes n'ont plus guère de miettes à offrir.

Mais voici que de nouveaux dirigeants, soi-disant révolutionnaires, viennent tenter de relever ceux qui ont failli, promettant de guider la classe ouvrière vers son émancipation. En soumettant les travailleurs à une hiérarchie supplémentaire de chefs et de chéfaillons, ils ne font que compléter et renforcer le pouvoir du capital. La seule perspective qu'ils ouvrent, c'est celle du capitalisme d'Etat à la russe ou à la chinoise, avec une exploitation redoublée et le massacre de ceux qui résistent.

Action de classe

En fait, seule la prise en mains par les travailleurs des armes et des instruments de production peut empêcher l'anéantissement de l'humanité. Mais cette solution ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes, s'organisant entre eux à la base, sans stratèges ni chefs géniaux.

La route est ardue, jalonnée d'échecs et de défaites : soviets de Russie étouffés par les bolcheviks, conseils ouvriers d'Allemagne et de Hongrie noyés dans le sang, comités de shop stewards en Grande-Bretagne sans cesse menacés par la pénétration des rapports capitalistes.

Mais l'action autonome de la classe ouvrière ressurgit périodiquement, toujours plus puissante et plus étendue, que ce soit à travers les grèves dites « sauvages » ou à travers la formation de comités de base, malgré la répression conjuguée du patronat et de la bureaucratie syndicale.

Inutile donc d'attendre des sauveurs qui ne peuvent pas venir. Seul le développement des initiatives de la base pourra abattre l'exploitation. Et seule dès aujourd'hui l'action voulue et dirigée par les travailleurs eux-mêmes peut faire reculer le capital et défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière.

Dès maintenant, donc :

— toute décision sur les luttes ouvrières doit être prise par une assemblée des travailleurs concernés, après une discussion où tous auront la parole sur un pied d'égalité ;

— il est exclu d'élire des représentants ayant un pouvoir de décision quelconque — il ne peut être question que de délégués mandatés de façon précise pour une tâche bien déterminée ;

— la lutte doit être coordonnée par les délégués de la base et non par des bonzes inamovibles qui parlent au nom des travailleurs sans prendre leur avis.

Regroupement des révolutionnaires

C'est pour répandre ces principes et aider matériellement à leur mise en pratique que les travailleurs les plus combatifs et les plus lucides doivent aujourd'hui se grouper, sans distinction de nationalité ou de profession, pour contester dans les faits le droit divin des dirigeants.

La tâche à accomplir est immense :

— rompre l'isolement des minorités « gauchistes » qui existent un peu partout ;

— créer les liaisons qui aideront la classe ouvrière à organiser elle-même son action ;

— interpréter et diffuser largement les informations étouffées par la presse bourgeoise et bureaucratique ;

— appuyer, par la propagande et par l'action, les luttes engagées par les travailleurs.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants, un nouveau parti ou un nouveau syndicat. L'organisation révolutionnaire — indispensable pour éviter la dispersion des efforts — n'aura ni hiérarchie, ni organes de direction spécialisés, les décisions étant prises par l'ensemble des militants.

Loin de prétendre faire la révolution à la place des travailleurs, il s'agit au contraire de leur faire mieux connaître la possibilité qu'ils ont de se libérer par leurs propres moyens de l'esclavage capitaliste.

GROUPE DE LIAISON POUR L'ACTION DES TRAVAILLEURS (G.L.A.T.).